

GÉNOCIDE DES TUTSIS

Macron reconnaît «le rôle politique» de la France

Le Président n'a finalement exprimé ni excuses ni pardon direct jeudi à Kigali. Reste une main tendue aux rescapés et, malgré quelques non-dits, une officialisation des responsabilités françaises.

Par
MARIA MALAGARDIS



«**A**u nom de mon pays, au nom de mon peuple, je vous demande pardon»: non, ce ne sont pas les paroles d'Emmanuel Macron jeudi lors de son discours attendu à Kigali. Ce sont celles prononcées, le 7 avril 2000, par le Premier ministre belge de l'époque, Guy Verhofstadt. Ancienne puissance coloniale au Rwanda, la Belgique avait rapatrié ses troupes dans les premiers jours du génocide en avril 1994. Juste après l'assassinat atroce de dix Casques bleus belges. Les conséquences catastrophiques de cet abandon, au début d'une tragédie qui fera un million de morts en trois mois, justifiaient la demande de pardon du chef du gouvernement belge.

Au Rwanda, le rôle de la Belgique a pourtant été moins compromettant que celui de la France, évoqué jeudi par Emmanuel Macron au mémorial du génocide à Kigali. Lors de cette première visite au Rwanda, le président français savait que ses paroles pouvaient avoir une portée historique, scellant un rapprochement qu'il avait lui-même lancé. Les mots présidentiels seront finalement moins directs. Mais, malgré quelques ellipses et arrangements avec le passé, Macron aura globalement réussi cet examen de passage dans un pays où la mémoire de la présence française reste vive.

Pas de demande franche et directe de pardon donc, mais plutôt une périphrase, le président estimant, en conclusion de son discours, que «seuls ceux qui ont traversé la nuit [les survivants, ndlr] peuvent peut-être pardonner, nous faire le don de nous pardonner». C'est déjà inédit. Comme l'est, au nom de la France, «la reconnaissance de la part de souffrance qu'elle a infligée au peuple rwandais». En prononçant ces paroles, Macron s'est montré à la hauteur des attentes, assumant après «vingt-sept ans de distance amère», que «la France a un rôle, une histoire et une responsabilité politique au Rwanda». Là où Nicolas Sarkozy, premier président français à se rendre au Rwanda après le génocide, s'était contenté en 2010 d'évoquer des «erreurs d'appréciation», Macron assume, lui, clairement le poids d'une période au cours de laquelle, «ignorant les alertes des plus lucides observateurs, la France endossait une responsabilité accablante dans un engrenage qui a abouti au pire».

«PLUTÔT SUBTIL»

Au Rwanda, dans l'immédiat, les réactions aux discours du président français semblaient plutôt positives. Pour le politologue Jean-Paul Kimonyo, joint à Kigali, le discours de Macron se révèle ainsi «plutôt subtil»: «Certes, il n'a

pas demandé directement pardon, comme l'avait fait le Premier ministre belge. Mais on peut aussi y voir une forme d'humilité, d'autant qu'il s'adresse directement aux rescapés», ajoute-t-il. «J'ai discuté avec des rescapés juste après le discours. Et ils étaient également assez sensibles à la reconnaissance de leur douleur», explique encore le politologue. La première partie du discours présidentiel a en effet été consacrée au drame vécu au quotidien en 1994 par les victimes, «qui ne sont plus là pour raconter cette interminable éclipse de l'humanité», comme par ceux qui «portent la blessure béante d'avoir été là et d'être encore là. Ceux dont nous n'avons écouté la souffrance ni avant, ni pendant, ni même après».

Il y a dans ces paroles bien plus qu'un effet oratoire, une officialisation de l'ampleur et de la réalité d'un génocide qu'aucun chef d'Etat français n'avait imposée jusqu'à présent. En soulignant qu'un génocide est «unique», et que celui-ci a eu «une cible» – «l'éradication des Tutsis, de tous les Tutsis» –, Macron démonte aussi les thèses négationnistes qui aujourd'hui encore continuent à minimiser la tragédie.

Reste quelques déceptions. S'il retrace globalement la genèse de l'engagement français au Rwanda à partir de 1990, le Président persiste à défendre un storytelling obsolète, qui fait

de la France un acteur simplement dépassé par les événements sur place. Quant à l'armée française, elle ne s'est pas «deshonorée». Bref, Paris «n'est en aucun cas complice».

APPEL À LA JEUNESSE

Evidemment, ces affirmations ne peuvent que faire sourire les Rwandais qui savent bien comment l'Elysée à l'époque a soutenu, en toute connaissance de cause, cet allié génocidaire, avant comme juste après la tragédie. «Sur ce point, on est même en deçà du rapport de la commission Duclert [mandatée par Macron lui-même, ndlr]», regrette Jean-Paul Kimonyo.

Reste qu'un discours prononcé au Rwanda sur le rôle de la France dans ce pays s'adresse en réalité à un double auditoire. D'abord bien sûr, le Rwanda, et même l'Afrique, où l'influence française est en recul. L'appel final à la jeunesse rwandaise, invitée, «sans effacer le passé», à partager «de prochains souvenirs heureux», va notamment dans ce sens. Mais sur ce passé compromettant qui, au fil des années, a pris en France une dimension passionnelle et clivante, Macron avait également conscience que sa parole à Kigali résonnait jusque dans l'Hexagone. Imposant une sorte d'«en même temps» entre audace mémorielle et consensus politique. ◀

